



Perspectives chinoises

2017/2 | 2017

Changement processuel à Taiwan

Éditorial – Le changement processuel à Taiwan

Acteurs, valeurs et changement

Stéphane Corcuff



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7706>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2017

Pagination : 3-6

ISBN : 979-10-91019-23-1

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Stéphane Corcuff, « Éditorial – Le changement processuel à Taiwan », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2017/2 | 2017, mis en ligne le 01 juin 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7706>

Éditorial - Le changement processuel à Taiwan

Acteurs, valeurs et changement

STÉPHANE CORCUFF

De nouveau, une nouvelle ère à Taiwan⁽¹⁾

Taiwan a connu au début de 2016 un changement majeur de majorités politiques. Non seulement Tsai Ing-wen, présidente du Parti démocratique progressiste (PDP), a été élue à la présidence de Taiwan (la République de Chine), mais en outre le Parti nationaliste chinois (Kuomintang, KMT) a également perdu la majorité qu'il détenait depuis 1947 à l'assemblée législative (le Yuan législatif). Un an et demi avant, aux élections locales de fin 2014, le KMT avait déjà perdu le contrôle des principaux exécutifs et assemblées locaux de Taiwan. Entre autres facteurs, cette série de défaites résulte de l'insatisfaction populaire envers les politiques du président Ma Ying-jeou (2008-2016), du KMT, impopulaire à Taiwan pendant la plus grande partie de ses deux mandats. M. Ma avait engagé l'île dans une coopération plus étroite avec la Chine, ce qui n'a pas produit les avantages économiques qu'il avait espérés en échange d'une position conciliante vis-à-vis de la Chine, dont l'irrédentisme vis-à-vis de Taiwan irrite la plupart des Taïwanais.

Si une nouvelle majorité à la chambre ou une alternance du pouvoir exécutif sont des changements par eux-mêmes, le changement, en tant que notion, peut être étudié comme un processus complexe allant au-delà des changements de pouvoir et de ses résultats - nouvelles lois et nouvelles politiques. Le processus de changement, qu'il soit rapide ou lent, visible ou invisible, soudain ou progressif, est souvent poussé par les acteurs, avec des programmes d'action, basés sur des visions du monde, et légitimés par des valeurs. Comme l'écrivait récemment Gérard Wormser, un spécialiste de philosophie politique et morale français, « Une élection est l'occasion de réviser le pacte social »⁽²⁾. En ce sens, les changements politiques devraient être étudiés à l'aune de la pression exercée par diverses organisations qui structurent la société civile sur les institutions politiques en démocratie représentative : le parlement, le gouvernement, la présidence et parfois même le pouvoir judiciaire.

Les élections de janvier 2016, conclues par une victoire pour les partis taiwanais opposés à l'unification avec la Chine, ont donné à ces derniers une majorité absolue au Yuan législatif. Ils n'ont pas tardé à adopter une série de nouvelles lois et de nouvelles politiques, dont certaines ont été annoncées avant la première réunion de l'assemblée en février et d'autres détaillées par la présidente lors de son discours d'inauguration du mois de mai. Entre autres, nous pouvons noter des excuses officielles aux Aborigènes de Taiwan⁽³⁾ ; le lancement d'une « Nouvelle politique vers le Sud » (*xin xiang nan zhengce*)⁽⁴⁾ ; la relance de la politique de justice transitionnelle, qui se concentre maintenant sur l'immense richesse en biens mal-acquis du KMT, captés pendant des décennies de dictature⁽⁵⁾ ; le démantèlement progressif d'avantages injustifiés et coûteux accordés aux fonctionnaires qui sont souvent des Continentaux⁽⁶⁾ ; la réduction du temps de travail, tout en visant l'amélioration

de la productivité⁽⁷⁾ ; ou encore la proposition, toujours en discussion, d'un vaste « Programme de développement d'infrastructures d'avenir »⁽⁸⁾.

La société civile et la multitude des acteurs de la démocratisation

Ces efforts visant à combiner justice sociale, justice transitionnelle, dynamisme économique et solution au blocage géopolitique dans lequel se trouve l'île ont lancé Taiwan sur une voie de réformes rapides. Mais comment pouvons-nous évaluer ces changements ? Et que signifie le changement ? Les

1. Ce numéro spécial trouve son origine dans les débats qui ont eu lieu lors de deux journées d'études organisées à Nottingham et à Taipei par le programme d'étude de Taiwan de l'Université de Nottingham et l'Antenne de Taipei du CEFC à l'Academia Sinica : *Ordinaire et extraordinaire à Taiwan et Le changement politique, social et économique à Taiwan*. Avec un article directement issu des journées d'études et les autres adressés à *Perspectives chinoises* après qu'un appel à contributions a été lancé, ce numéro spécial a été dirigé par Lee Chun-Yi et moi-même. Je remercie chaleureusement ma collègue Chun-Yi, ainsi que mes collègues du comité de rédaction de *Perspectives chinoises*, pour leur aide précieuse dans le long processus d'édition d'un nouveau numéro sur Taiwan.
2. « Une élection est l'occasion de réviser le pacte social » in Gérard Wormser, « La grande transformation. L'élection présidentielle française de 2017 », <http://sens-public.org/article1250.html?lang=fr> (consulté le 7 mai 2017).
3. Excuses pour des siècles d'acculturation, de privation de terre ou de mépris ethnoculturel après que Formose a commencé à être colonisée par les Han au début du XVII^e siècle. Le Palais présidentiel a annoncé, de la même manière, le redémarrage d'une cartographie initiée par l'ancien gouvernement PDP (du président Chen Shuibian, 2000-2008), des territoires « traditionnels » autochtones ; il a ajouté explicitement le but de parvenir à une forme de dévolution du pouvoir politique et administratif aux aborigènes sur ces territoires. Au sujet de l'adoption d'une loi concernant la protection des langues aborigènes et des défis qu'elle va rencontrer dans son application, le lecteur peut se référer aux éléments mis en ligne concernant un séminaire qui s'est tenu au CEFC Taipei le 26 mai 2017 : <http://www.cefc.com.hk/fr/event/taiwans-policy-regarding-indigenous-peoples/>.
4. Voir l'article de Lin Lihyun et de Lee Chun-Yi dans ce numéro. Cette dépendance est considérée comme une menace à la nation et une préoccupation géopolitique majeure. Cette nouvelle politique vise à favoriser les échanges économiques, politiques, sociaux et culturels avec les pays d'Asie du Sud-Est et contourner la dépendance économique de la Chine. Sur la « Nouvelle politique vers le Sud », voir l'analyse de Bloomberg Politics : <https://www.bloomberg.com/politics/articles/2017-05-16/taiwan-seeks-stronger-asia-ties-to-overcome-reliance-on-china> (consulté le 17 mai 2017).
5. Le président pro-démocratique Lee Teng-hui (1988-2000), né à Taiwan, a opéré un passage en douceur de la dictature à la démocratie. Lorsqu'il a lancé la politique de justice transitionnelle, il s'est concentré essentiellement sur la reconnaissance des crimes politiques de son parti, comme la levée du tabou sur le massacre de 1947 par le KMT et la reconnaissance des victimes de la période suivante de la Terreur blanche (voir l'article de Vladimir Stolojan dans ce numéro).
6. Ont été notamment ciblées les retraites extrêmement généreuses accordées aux fonctionnaires (comme les enseignants, les bureaucrates et les militaires, l'électorat de fer, dit *jun-gong-jiao*, du KMT) dans un pays où les fonds de pension sont menacés de faillite, et l'extravagant 18 % de taux d'intérêt sur leurs économies, auquel aucun autre Taïwanais n'a droit.
7. Ceci doit être réalisé en réduisant les jours fériés nationaux et en protégeant le droit des employés à un nombre minimal de jours de repos par semaine, tout en tenant compte de la diversité des situations, en fonction de la nature des entreprises.
8. Cette politique, qui doit encore être votée par le Yuan législatif au moment de la rédaction de ce texte, combine le soutien à l'économie par les dépenses publiques, le développement des infrastructures et des transports, la modernisation de l'économie et le renouvellement urbain, prévoit des dépenses de 26 milliards d'euros sur 8 ans.

changements décrits brièvement ci-dessus ne sont perçus que par des éléments qui apparaissent, à première vue, comme leurs principaux acteurs politiques et administratifs : la présidence de la République, l'administration publique et le législateur. Cependant, cette analyse institutionnaliste oublie ce qui est peut-être le plus important : la multitude des acteurs, au sein de l'appareil d'État, en marge de ce dernier et engagés en coopération avec lui ; ou en-dehors de lui et en opposition, si ce n'est en conflit, avec lui, acteurs qui ont tous joué un rôle dans l'adoption de nouvelles politiques.

Il est d'autant plus important de se rappeler que les acteurs de la société civile se sont révélés très agissants depuis la période de démocratisation de Taiwan. Déjà très actifs dans l'accélération de la démocratisation de Taiwan dans les années 1980 et 1990, la société civile de l'île s'est révélée particulièrement vivante sous la présidence de Ma Ying-jeou dans le contexte des préoccupations récurrentes concernant le respect de l'indépendance des juges, la protection de la neutralité et de l'indépendance des médias, la négociation sociétale de problèmes délicats tels que les expropriations de terres et le rezonage urbain, ou des libertés prises avec les symboles de la souveraineté nationale lors des négociations avec la Chine, entre autres.

Cela a conduit, avec d'autres facteurs, à l'occupation du parlement de Taiwan en 2014 par des étudiants, puis avec l'aide de nombreuses organisations de la société civile et du grand public, pendant trois semaines (du 18 mars au 10 avril). Cette occupation a été l'une des plus réussies de la série de mouvements *Occupy* dans le monde : elle a forcé la Chine, le gouvernement KMT et le président Ma à suspendre un accord commercial douteux, négocié sans transparence et sans mécanisme législatif approprié de surveillance et de ratification. Dès lors, jusqu'à la fin de la présidence de Ma et depuis, aucune série majeure de négociations n'a eu lieu entre les deux rives du détroit de Taiwan. Les interactions entre la société civile et l'appareil étatique peuvent ainsi provoquer des changements qui s'opposent parfois radicalement aux projets du gouvernement, et, le plus souvent, sans que ce soit dans un contexte de changement de pouvoir ou de révolution.

Acteurs et valeurs dans le changement processuel

Qu'est-ce que le changement processuel ? Il peut être compris comme le processus par lequel différents acteurs soutiennent le changement pour rapprocher de leurs valeurs la société (ou l'économie, la politique, les arts et la culture, les valeurs publiques ou toute autre dimension de la vie humaine, animale ou naturelle). D'une certaine manière, ils essayent de promouvoir un monde autre, dans la mesure où ils appellent à un changement de la situation existante. Ceci est basé sur une vision du monde spécifique façonnée par leurs valeurs.

Les valeurs ici ne doivent pas être comprises comme se référant à une morale, et aucune connotation positive ni négative ne doit leur être attribuée par l'analyste. Les valeurs sont ce pour quoi les acteurs jugent qu'il est nécessaire de se battre, pour eux-mêmes et surtout pour les autres. La portée du changement souhaité peut être limitée à une catégorie spécifique de la population (promotion de l'égalité entre les sexes, des droits des migrants ou du mariage pour tous, etc.) ou être étendue à toute la population, qu'il s'agisse d'êtres humains, d'animaux ou même de plantes : lutter contre l'avortement, défendre les droits des animaux, promouvoir les énergies renouvelables, une gouvernance transparente, une presse libre, l'abolition de la peine de mort dans le monde entier ou la dénucléarisation de la planète, etc.

Acteurs, valeurs et changement : l'utilisation des réseaux sociaux dans le mouvement des Tournesols

L'occupation du parlement de Taiwan en 2014 est un cas particulier. Le mouvement des tournesols s'est produit dans un contexte d'inquiétude croissante des groupes civiques et des militants de l'identité taïwanaise envers une influence croissante de la Chine dans le monde et sur Taiwan, en particulier sous Ma Ying-jeou. Elle a également été nourrie par une désillusion à l'égard d'une démocratie représentative constamment contrainte par l'éternelle majorité législative du KMT. Cela a amené les groupes d'intérêt, les associations civiques et la jeune génération techno-savante d'une société hyper-technologique qui a rapidement adopté les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), à une mobilisation sans précédent qui a stoppé sur-le-champ et pour le reste du deuxième mandat de Ma la plupart des projets gouvernementaux. Ce mouvement a révélé l'existence d'un mouvement d'*empowerment* basé sur la technologie dans le processus de maturation de la société civile post-loi martiale à Taiwan, avec de nouveaux acteurs et de nouvelles valeurs au centre du processus.

La mobilisation par les NTIC dans les manifestations populaires a souvent été observée dans les révoltes populaires récentes et dans les mouvements *Occupy* dans le monde. Pourtant, le rôle des NTIC dans les événements précédant les révoltes et dans le déroulement des révoltes elles-mêmes est souvent négligé. Plus qu'un simple outil de mobilisation initiale, les NTIC permettent ou facilitent grandement divers phénomènes, tels que les processus de construction de groupe (par l'intermédiaire de l'information et de la construction intersubjective) ; la gestion collective de la peur (peur de la répression, du rejet parental, de conséquences légales inconnues, etc.) ; l'*empowerment* ou le *re-empowerment* pour définir quels genres d'acteurs sont les militants, quelle société ils veulent, et comment ils peuvent la mettre en place.

L'usage des NTIC est ancien à Taiwan⁽⁹⁾, un pays où les taux de pénétration des réseaux sociaux sont parmi les plus élevés au monde. Par exemple, le plus célèbre forum de discussion (BBS) de Taiwan, le PTT, mais aussi Facebook (90,9 % de pénétration) et Line (plus de 80 % de pénétration) sont utilisés quotidiennement, parfois toute la journée, pour des usages multiples (informations générales, groupes d'intérêts communs, publicité et annonces professionnelles, vie affective, etc.) et par toutes les générations⁽¹⁰⁾. Taiwan est également un pays où la convergence entre l'activisme civique et les technologies informatiques, désignée par l'expression « technologie civique » (*civic tech*), est dynamique et prometteuse. Cette convergence a été symbolisée par le lancement d'une importante initiative de technologie civique, précédant le mouvement des Tournesols de deux ans : la galaxie gØv. Lancé en octobre 2012 et structuré par la plate-forme www.gØv.tw, gØv offre un accès gratuit et simple aux citoyens du net (ou citoyens par le net, *netizens*) à des informations complètes et sérieuses et à l'évaluation de la gouvernance centrale ou locale de Taiwan, mais est également une galaxie de centaines de projets partagés liés à l'activisme civique - nous avons

9. Sa forme publique la plus récente est le célèbre PTT, un forum de discussion (BBS) créé en 1995, à l'heure où l'Internet et les courriels n'étaient encore connus que de quelques-uns dans le monde. Créé dix-huit ans avant le mouvement des Tournesols, le succès du PTT, toujours utilisé, reste inchangé, même si son interface est devenue terriblement vieillotte.

10. L'Institut de l'industrie de l'information de Taiwan (*Caituan faren zixun gongye cejinhui*) est en train de rédiger un rapport sur l'usage des NTIC à Taiwan, avec un pré-rapport publié le 1er mai 2017 : http://www.iii.org.tw/Press/NewsDtl.aspx?nsp_sqno=1934&fm_sqno=14 (consulté le 12 mai 2017).

ici une caractérisation de l'un des principaux acteurs nouveaux du mouvement et de ses valeurs. *gØv* se pense comme une alternative à l'information erratique, incomplète, complexe, erronée ou trompeuse prodiguée par les administrations et à leur synthèse ainsi qu'à leur manipulation par les médias traditionnels ou les *spin doctors*, mais aussi comme un outil d'*empowerment* civique. En tant qu'acteur radicalement nouveau, *gØv* est devenu l'un des plus grands projets de ce type dans le monde et l'un des premiers historiquement. Avec ses sommets mondiaux organisés depuis 2014, où les initiatives civiques prolifèrent et où les militants de nombreux pays se rencontrent, Taiwan s'est posée comme l'un des phares de la technologie civique dans le monde et un acteur dans la technosphère de plus en plus connectée qui se déploie mondialement.

Il n'est pas surprenant, dans un tel contexte, que les réseaux sociaux et les dernières TIC aient été utilisés pour lancer et gérer le mouvement civique de 2014 avec un succès opérationnel remarquable. L'analyse de l'utilisation des NTIC dans ce mouvement civique révèle l'émergence d'une génération de nouveaux acteurs qui promeuvent des valeurs telles que la transparence administrative, l'identité taïwanaise, la supervision par le législateur des négociations du gouvernement avec la Chine, la protection de la souveraineté de l'île, le traitement juste de l'information par les médias, etc., par un débat activé grâce à ces nouveaux outils. Fait intéressant, l'usage intensif des NTIC a permis d'ajouter progressivement une grande variété d'autres questions aux questions initiales débattues durant le mouvement des Tournesols : l'économie de Taiwan, la justice sociale, l'égalité des genres, le mariage pour tous, les centrales nucléaires, etc.

Une typologie est nécessaire des multiples utilisations faites des NTIC, avec au moins sept types pouvant être notés : se rallier et se mobiliser autour du parlement ; exprimer une opposition à la politique du KMT et atteindre une masse critique pour assurer la survie du mouvement ; protéger les étudiants et les manifestants en occupant l'espace public autour de l'assemblée législative ; organiser la logistique du mouvement (obtenir de l'aide, des aliments, de l'eau, des chargeurs de téléphones, des couvertures et tous les produits nécessaires à une occupation durable) ; débattre des questions politiques, économiques, sociétales et géopolitiques ; lancer des projets, tels que la destitution d'élus ; organiser des financements participatifs (*crowdfunding*) pour l'achat de biens et de publicités ; et informer le monde en produisant un discours autonome et dénoncer le « traitement médiatique injuste », l'information tronquée, les rapports faussés ou la propagation de fausses informations par des médias qui, à Taiwan, sont certes libres, mais ont une forte tendance à écrire de manière politiquement engagée.

Dans ce cadre, toute la palette des médias sociaux et des NTIC a été mobilisée. Facebook a été utilisé massivement pour informer, mobiliser, organiser, tout comme le forum PTT, essentiel dans son rôle de plate-forme où les instructions pouvaient être envoyées à tous. Les fournisseurs de messageries instantanées telles que Line, WhatsApp, Messenger, Instagram, etc., ont été utiles pour communiquer avec des personnes spécifiques ou dans des groupes *ad hoc*. Firechat, un autre outil de messagerie instantanée, parce qu'il ne nécessite pas de 3G ou de 4G pour sa connexion et relie les téléphones via Bluetooth à une échelle locale, a été utile dans des situations de saturation des réseaux pour indiquer à d'autres une position ou toute information importante, telle qu'un danger perçu ou un nouvel événement qui se déroule - comme les cours civiques par des professeurs d'université qui soutenaient le mouvement et venaient enseigner sur place. Google Docs, *gØv.tw*, Line et Reddit ont tous été utilisés pour proposer des projets, médiatiser le mouvement (avec diffusions en direct, séances de questions-ré-

ponses en ligne, publication en ligne de presse et transcription d'interventions par les leaders étudiants, etc.) et parler des sujets débattus pendant le mouvement. YouTube a été mobilisé pour faire circuler de courtes vidéos, avec des transcriptions dans un grand nombre de langues, y compris le turc, le russe, l'arabe, le français, le japonais, etc. Flying'V, ZecZec ou vDemocracy, toutes des plates-formes de financement participatif, ont été utilisées ou créées pour financer le mouvement et ses publicités onéreuses, comme la série « Democracy at 4 AM », tandis que Hackpad a fourni un système de partage de diapositives pour centraliser, synchroniser et publier des PowerPoints en ligne expliquant l'organisation du mouvement et ce que les bénévoles pouvaient faire, où aller et où poser des questions. Tout cela n'est qu'un aperçu de la sophistication de la digitalité d'un mouvement qui occupait de l'espace physique en même temps.

Un nombre important de nouveaux acteurs ont émergé et leur existence a été révélée ou confirmée par le mouvement : les dirigeants étudiants ayant une connaissance précise des problèmes complexes liés à l'économie ou à la société taïwanaise ; des groupes nouvellement formés préconisant le progrès social ou l'indépendance de Taiwan, et composés d'une jeune génération de militants, qui remplacera progressivement l'ancienne génération de nationalistes formosans ; ou encore des hommes et femmes politiques nouveaux ou en herbe, provenant de carrières académiques ou culturelles. Tous se positionnaient explicitement en dehors des partis traditionnels, y compris celui qui était le plus enclin à soutenir leurs idées, le PDP, avec lequel ils maintenaient officiellement une distance respectueuse. Et de ce processus, un nouvel acteur est peut-être apparu, inaperçu et potentiellement extrêmement puissant : l'intelligence collective composée de milliers d'activistes interconnectés.

Cas d'étude analysés dans ce dossier

Le changement processuel à Taiwan traite de quatre études de cas analysant comme je l'ai fait ci-dessus le rôle joué par les acteurs dans les processus de changement à Taiwan : la définition de la nation, qui est en débat, dans les cartes postales par des opérateurs privés répondant aux besoins des touristes (Adina Zemanek) ; comment les citoyens du net ont tenté d'empêcher les politiques des gouvernements locaux concernant l'invention d'une tradition culturelle à laquelle ils ne s'identifiaient pas (Fiorella Bourgeois) ; la question de la justice transitionnelle et la façon dont l'autoritarisme politique du passé est discuté aujourd'hui à Taiwan par divers acteurs tels que les victimes, les associations ou l'État (Vladimir Stolojan) ; et comment un puissant homme d'affaires et des militants de la société civile se sont opposés sur la question de l'indépendance des médias dans un contexte d'influence croissante de la Chine sur Taiwan sous la présidence de Ma (Lin et Lee).

Dans son article, Adina Zemanek examine les souvenirs vendus aux touristes aujourd'hui, qui façonnent la perception de l'identité nationale de Taiwan en la représentant graphiquement en tant qu'entité individuelle, séparée de la Chine. Adina Zemanek montre comment les concepteurs de cartes postales, d'autocollants et autres souvenirs captent l'histoire, la géographie et la vie quotidienne spécifiques de Taiwan pour générer une notion de communauté. Alors que la diplomatie publique a pu représenter Taiwan, dans un passé récent, comme conservatoire de la culture chinoise traditionnelle, la plaçant dans l'ombre de la Chine, les acteurs discutés dans cet article présentent des visions du quotidien de Taiwan et les fondements locaux et influences extérieures de son histoire. Il est temps, selon l'auteur, de regarder de près ces productions culturelles. En tenant compte de ces divers

patrimoine, y compris les influences japonaises, qui furent habituellement évitées par les discours officiels du passé, ils contribuent à établir une continuité historique et une cohérence mémorielle. Les décisions prises quant à comment représenter l'identité taïwanaise dans ces souvenirs le sont par des acteurs de base, et reflètent leur internalisation de l'identité taïwanaise.

L'article de Fiorella Bourgeois montre lui aussi que tout changement est multidimensionnel. La question abordée ici est la destruction de deux fours hakkas datant du milieu du XX^e siècle et la construction de maisons-villages typiques des Hakkas (*tulou*) trouvées en Chine, mais qui ne se trouvent pas à Taiwan. L'article analyse l'émergence de voix dans la société civile, exprimées pour certaines d'entre elles en ligne pour la toute première fois sans doute. Par les réseaux sociaux, les voix individuelles fusionnent en une forme de voix collective publique, probablement sans organisation derrière. Elles perturbent le processus habituellement trop facile de prise de décision par les élus locaux qui ne sont pas habitués à être contestés par les électeurs une fois qu'ils ont été élus, en particulier par le biais des NTIC. Les acteurs sont ici clairement identifiés et mis face-à-face (citoyens du net contre fonctionnaires), alors que les valeurs sous-jacentes sont ici : transparence administrative, dépenses justifiées, protection de l'identité de Taiwan, vigilance citoyenne.

Un troisième article, écrit par Vladimir Stolojan, analyse la mémoire sociale, un autre type de discours collectif élaboré et perpétué au niveau des individus. L'histoire de la justice transitionnelle à Taiwan commence à la levée de la loi martiale en 1987 par la constitution d'associations d'anciens prisonniers politiques et le mouvement appelant à la réhabilitation des victimes du massacre du 28 février - le massacre en 1947 de l'élite taïwanaise et de militants contre le népotisme et l'incompétence du KMT. Le massacre a été reconnu et ils ont obtenu compensation financière, dans un mouvement qui s'est ensuite étendu à la Terreur blanche et à ses victimes. Vladimir Stolojan souligne le temps pris par la justice transitionnelle : l'adoption d'un cadre juridique traitant de la tragédie des victimes n'était pas la fin de leur combat, car ils ont dû attendre plusieurs années pour que leurs voix soient entendues plus profondément dans la société taïwanaise et pour que l'État comprenne mieux le sens de leurs demandes et modifie ensuite son discours institutionnel dans les musées. Le changement est ici progressif, dans un processus négocié entre les associations de victimes, l'appareil étatique et la mémoire collective de la population taïwanaise.

Le dernier article, écrit par Lin Lihyun et Lee Chun-Yi, introduit les acteurs transfrontaliers avec la figure d'un homme d'affaires qui a fait fortune en Chine et est revenu à Taiwan avec l'intention d'acheter des groupes de presse et d'influencer les Taïwanais de façon à ce qu'ils voient la Chine plus positivement - avec comme objectif l'idée d'être bien vu en Chine et d'y développer encore plus ses entreprises. Elles examinent les relations entre les capitaux émergents dans le domaine des médias et le gouvernement taïwanais dans le contexte d'un « facteur Chine » croissant. Bien que le modèle de « relation patron-client » soit utile pour décrire la relation entre le gouvernement et les médias au sein d'un État-nation, dans le cas d'un flux de capitaux transfrontalier, des groupes d'entreprises peuvent être impliqués dans des activités de recherche de rentes dans différents pays et doivent faire face à des gouvernements différents, voire rivaux. Dans le cas des relations Chine-Taiwan, les activités économiques à travers le détroit n'ont jamais pu faire abstraction des projets politiques. L'article présente le cas du groupe taïwanais Want Want, qui a développé considérablement ses intérêts en Chine et bâti de solides liens avec le gouvernement de Pékin après

être entré sur le marché chinois dès les années 1980. En 2008 Want Want est retourné à Taiwan avec l'idée d'acheter un groupe de presse. Du fait de ses larges intérêts en Chine, Want Want soutient ouvertement l'idéologie officielle du Parti communiste chinois. En essayant d'ignorer le cadre légal et les valeurs politiques de la société taïwanaise, le groupe a provoqué un débat violent entre le conglomérat, l'État et la société civile, radicalement opposée à l'affaire.

Conclusion

Les acteurs établissent des programmes pour eux-mêmes et pour la société en fonction des changements pour lesquels ils sont prêts à se battre. S'il est relativement facile de décrire les changements d'un point de vue institutionnel (par exemple, quelle loi a été réformée par le législateur, avec quelles conséquences), il est plus complexe d'analyser les changements lorsque nous nous concentrons sur le processus et non plus sur le résultat. Dans les études de cas présentées ci-dessus, un homme d'affaires, des groupes usant de technologie civique, des maisons d'édition privées, l'État, des élus locaux, la Chine, les victimes de persécutions politiques ou les résidents de localités à Taiwan, des acteurs concurrents, anciens et nouveaux, ainsi que les valeurs qu'ils défendent et les canaux d'influence qu'ils utilisent, sont analysés pour montrer comment les changements sont envisagés, programmés et réalisés. Les changements étudiés ici sont le résultat de concurrences, de conflits ou de coopérations entre acteurs dans des situations en constante évolution.

La faiblesse de la société civile est une conséquence et un signe des dictatures, et les structures politiques totalitaires tentent de l'éradiquer en essayant d'établir un lien direct entre le Parti et tous les citoyens et d'éviter l'émergence d'organes intermédiaires qu'il ne contrôle pas. À l'inverse, il est difficile d'imaginer un processus de démocratisation sans la constitution progressive d'une société civile. L'analyse des transformations sociales ou politiques chinoises ou taïwanaises, en mettant l'accent sur les acteurs et leurs valeurs, permet de révéler la multitude des acteurs à identifier et à étudier pour mieux comprendre les processus d'élaboration ou de renforcement d'une telle société civile.

Les projets actuellement traduits en lois par le législateur et en politiques par le pouvoir exécutif à Taiwan entraîneront vraisemblablement des changements importants tant sur le plan pratique que sur le plan symbolique. Ils ont été largement discutés depuis des années par la société civile, dont la recrudescence, lors du mouvement des Tournesols en 2014, a encore déstabilisé un peu plus le KMT et a contribué à amener l'opposition au pouvoir en 2016. Pourtant, après qu'un nouveau gouvernement et une nouvelle législature, promouvant la plupart de ces réformes, ont été investis, plusieurs réformes ou projets ont provoqué une opposition sociétale, des débats et parfois même de nouvelles manifestations dans les rues de Taipei. Cette évolution illustre la vitalité de la société civile taïwanaise, même si, contrairement aux grandes manifestations populaires de l'ère Ma Ying-jeou, les manifestations récentes apparaissent maintenant catégorielles, c'est-à-dire dirigées par ceux qui ont à perdre directement dans les réformes, et ne réunissent pas de larges pans de la société, comme l'a fait le mouvement des Tournesols en mars-avril 2014.

■ Traduit par Yann Bachelot.

■ Stéphane Corcuff est directeur du CEFC Taipei (scorcuff@cefc.com.hk).